



**unesco**

**COMMISSION OCÉANOGRAPHIQUE INTERGOUVERNEMENTALE**  
(de l'UNESCO)

**Cinquante-cinquième session du Conseil exécutif**  
UNESCO, Paris, 14-17 juin 2022

Point 4.2 de l'ordre du jour provisoire

**CONTRIBUTION DE LA COI AUX PROCESSUS DES NATIONS UNIES**  
**(BBNJ, CCNUCC, CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES OCÉANS)**

Résumé

Le présent document fournit des informations sur les résultats obtenus et la contribution apportée par la COI en faveur de plusieurs processus des Nations Unies liés aux affaires maritimes pendant la période intersessions, à savoir la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Conférence intergouvernementale sur un instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ), et les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les océans à Lisbonne. Le projet final de déclaration de la Conférence des Nations Unies sur les océans 2022, qui a eu lieu le 25 mai 2022, figure à l'annexe du présent document (en anglais uniquement).

Décision proposée : Le Conseil exécutif est invité à prendre note de ces nouveaux éléments et à continuer d'encourager les États membres de la COI à participer à ces instances intergouvernementales, en mettant en avant le rôle des sciences océaniques et la contribution de la COI. Le projet de décision sur ce point porte la référence EC-55/4.2 dans le Document provisoire relatif aux décisions à adopter (document IOC/EC-55/AP).

## INTRODUCTION

1. La COI, de par ses Statuts, joue un rôle reconnu au sein du système des Nations Unies. En tant qu'organisation internationale compétente dans le domaine de la recherche scientifique marine et du transfert des techniques marines, la Commission contribue à divers processus de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), y compris le nouvel instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale (« BBNJ »).
2. La COI contribue également à de grands accords et cadres mondiaux du système des Nations Unies, notamment au Programme 2030 et à ses objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif 14 relatif aux océans – elle fait également fonction d'organisation des Nations Unies responsable du suivi des cibles 14.3 et 14.a des ODD ; à l'Accord de Paris de la CCNUCC, en sensibilisant au rôle croissant de l'océan ; au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe ; à la Convention sur la diversité biologique et aux Orientations de Samoa pour les petits États insulaires en développement (PEID).
3. Malgré les répercussions que la situation liée à la pandémie de COVID-19 a eues sur la convocation de plusieurs de ces processus internationaux, des avancées ont été obtenues au cours des deux dernières années, comme il est fait état dans le présent document.
4. En s'appuyant sur les orientations des États membres, la COI joue un rôle essentiel dans ces processus en amenant les milieux scientifiques, les instances décisionnelles gouvernementales et un plus vaste éventail de parties prenantes au sein de nos États membres, y compris le secteur privé et la société civile dans son ensemble, à collaborer à la production de connaissances faisant autorité et à la mise en place d'une gestion intégrée des océans efficace et scientifique, ainsi que des solutions correspondantes.

### **Contribution au processus de la CCNUCC – COP-26, Glasgow (Royaume-Uni)**

5. La Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de Glasgow (COP-26) a réuni 120 dirigeants mondiaux et plus de 40 000 participants inscrits. Durant deux semaines, l'attention du monde a été focalisée sur les différents aspects du changement climatique : science, solutions, volonté politique d'agir et indications claires d'action. Le document final de la COP-26, le [Pacte de Glasgow pour le climat](#), est le fruit des intenses négociations menées entre près de 200 pays au cours des deux dernières semaines, du travail formel et informel acharné accompli pendant de nombreux mois, et d'un engagement constant, en présentiel et à distance, de presque deux années.
6. L'article 60 de la décision finale (1/CP.26), qui porte spécifiquement sur le lien océan-climat, invite les programmes de travail concernés et les organes constitués au titre de la CCNUCC à entamer une réflexion en vue d'intégrer et de renforcer les mesures liées à l'océan dans leurs mandats et plans de travail actuels. L'article 61 prévoit l'organisation d'un dialogue annuel « océan-climat » par le Président de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) à compter de juin 2022. Cette décision a été saluée chaleureusement par la communauté des sciences océaniques, qui préconisait l'adoption d'une telle mesure lors de cette COP afin d'intégrer formellement les questions liées aux océans dans les négociations sur le climat.
7. Le Secrétariat a été bien représenté à la COP-26, grâce à la participation du Secrétaire exécutif, du Président et du Secrétariat de la COI. La Commission a également été représentée lors de la Journée d'information sur la Terre, pendant la séance principale et la séance de présentation d'affiches (thématiques) sur l'acidification et la désoxygénation des océans. La COI a en outre dirigé l'organisation de plusieurs manifestations parallèles consacrées à la Décennie de l'Océan, à l'acidification des océans, aux observations océaniques, au carbone bleu et à la planification de l'espace marin, ainsi qu'à la coopération interinstitutions au sein du système des Nations Unies. Le 5 novembre, lors de la Journée d'action pour les océans du Partenariat de Marrakech, organisée conjointement par la plate-forme « Océan et climat » et les champions de

haut niveau pour le climat, plus de 40 experts ont participé à des discussions sur le développement de solutions océaniques au changement climatique en vue d'assurer un avenir résilient, bénéfique pour l'environnement et à zéro émission nette. Le Secrétaire exécutif de la COI a pris part à la séance d'ouverture de haut niveau, en prononçant un discours liminaire sur les possibilités et défis liés à l'utilisation des sciences océaniques pour les océans et la lutte contre le changement climatique. En vue de la Journée d'action pour les océans, la COI a codirigé, avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), la préparation de la feuille de route du partenariat de Marrakech, qui est axée sur les océans et les zones côtières.

8. Lors de la COP-26, le Secrétariat de la COI a délivré des messages clés visant notamment à :

- (i) faire davantage reconnaître, à l'échelle mondiale, qu'un océan sain et productif est une source essentielle de solutions tant pour l'atténuation du changement climatique que pour l'adaptation à celui-ci, et qu'il convient d'intensifier les mesures rigoureuses, immédiates et fondées sur les sciences et les observations océaniques qui sont prises dans le but de préserver les écosystèmes marins, d'assurer une production résiliente d'aliments d'origine aquatique et de soutenir l'adaptation et l'amélioration de la résilience des communautés côtières ;
- (ii) rappeler que la gestion durable et équitable des océans est communément admise comme étant la condition nécessaire à la création d'un environnement propice à l'accélération de la mise en œuvre de solutions océaniques au changement climatique pour un monde résilient et à zéro émission nette ;
- (iii) réclamer la mise en place des conditions nécessaires au renforcement de l'action et du soutien, en particulier à l'intensification de la recherche dans le cadre du lien océan-climat, ainsi que du financement public et privé en faveur de solutions océaniques au changement climatique, conformément à l'objectif et aux défis identifiés par la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030).

9. En outre, le Secrétariat de la COI prévoit de participer à deux manifestations :

- le dialogue sur l'océan et le changement climatique (15 juin 2022) – la Commission a proposé des thèmes à aborder au mois de mars 2022, et le Secrétaire exécutif prononcera une déclaration lors de la séance d'ouverture du dialogue ;
- le dialogue sur la recherche organisé par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la CCNUCC (9 juin 2022) – Mme Margaret Leinen, co-Présidente du Comité consultatif de la Décennie, s'exprimera à cette occasion, et la COI présentera deux affiches exposant ses travaux sur l'acidification des océans et le carbone bleu.

### **Contribution à l'instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ)**

10. Dans sa résolution 72/249 datée du 24 décembre 2017, l'Assemblée générale de l'ONU a décidé de convoquer, sous les auspices des Nations Unies, une conférence intergouvernementale chargée d'élaborer le texte d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, le but étant que l'instrument soit élaboré dans les plus brefs délais.

11. La première session de la Conférence s'est déroulée du 4 au 17 septembre 2018, la deuxième du 25 mars au 5 avril 2019, et la troisième du 19 au 30 août 2019. La quatrième session, reportée par les décisions 74/543 et 75/570 en raison de la pandémie de COVID-19, a eu lieu

du 7 au 18 mars 2022. Une cinquième session de la Conférence se tiendra du 15 au 26 août 2022, conformément à la décision 76/564 de l'Assemblée générale (document [A/76/L.46](#)).

12. La COI a pris une part active au processus de négociation. En septembre 2020, le Secrétariat a élaboré un document officiel sur les contributions actuelles et potentielles de la Commission au processus relatif à un futur instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ) (document [IOC/INF-1387](#)). Pendant l'intersession, la COI a participé à deux webinaires organisés par la Présidente de la Conférence intergouvernementale, Mme Rena Lee (Singapour), qui ont été consacrés au mécanisme d'échange d'informations (14 octobre et 2 novembre 2021). À ces occasions, la Commission a présenté les activités qu'elle mène en matière de développement des capacités et de gestion des données et de l'information, ainsi que le mécanisme d'échange d'informations de la COI qui est en cours d'élaboration dans le cadre du Projet Ocean InfoHub.

13. Le Secrétariat de la COI n'a pas pu participer en présentiel à la quatrième session de la Conférence intergouvernementale, en raison des restrictions dues à la pandémie de COVID-19. Lors de cette session, un nouveau consensus a été atteint quant à la gestion et aux modalités du mécanisme d'échange d'informations, selon lequel le mécanisme prévu serait géré par le Secrétariat de l'instrument international juridiquement contraignant sur la BBNJ, éventuellement avec l'appui d'autres organismes (dont la COI). Une nouvelle version du projet d'instrument, disponible [ici](#), a été publiée le 31 mai 2022 par la Présidente de la Conférence intergouvernementale.

#### **Contribution à la Conférence des Nations Unies sur les océans, Lisbonne (Portugal)**

14. Les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les océans 2022, qui doit se tenir à Lisbonne du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2022, sont bien engagés. Le thème central de la Conférence est « Océans : intensification de l'action fondée sur la science et l'innovation pendant la période 2020-2030 : bilan, partenariats et solutions ». La Conférence fournira également une contribution à l'examen de l'ODD 14 par le Forum politique de haut niveau, qui se réunira en juillet 2022.

15. La COI a apporté un soutien direct à la Conférence en pilotant l'élaboration des documents de réflexion des dialogues interactifs n° 4 (acidification des océans) et n° 6 (recherche scientifique). Les huit dialogues interactifs seront organisés autour des tables rondes de haut niveau qui se dérouleront pendant la semaine. Le Secrétaire exécutif de la COI interviendra lors du dialogue interactif n° 6, le 30 juin.

16. Les huit dialogues interactifs porteront sur les thèmes suivants :

Dialogue interactif n° 1	Lutte contre la pollution marine
Dialogue interactif n° 2	Gestion, protection, conservation et restauration des écosystèmes marins et côtiers
Dialogue interactif n° 3	Réduction de l'acidification, de la désoxygénation et du réchauffement des océans et lutte contre leurs effets
Dialogue interactif n° 4	Pérennisation des pêches et accès aux ressources marines et aux marchés pour les petits pêcheurs
Dialogue interactif n° 5	Promotion et renforcement des économies océaniques durables, en particulier dans les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés

- Dialogue interactif n° 6    Approfondissement des connaissances scientifiques, renforcement des moyens de recherche et accélération des transferts de techniques marines
- Dialogue interactif n° 7    Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, en application des dispositions du droit international énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- Dialogue interactif n° 8    Mise à profit des liens entre l'objectif de développement durable 14 et les autres ODD en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

17. La Conférence adoptera la Déclaration de Lisbonne, qui a été négociée par les États membres de l'ONU et figure à l'annexe du présent document. Au paragraphe 12, les auteurs de la Déclaration soulignent

*l'importance de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) et de sa vision, qui est de créer « les sciences dont nous avons besoin pour les océans que nous voulons »*

et font part de leur soutien à

*la mission de la Décennie de produire des connaissances et de les mettre au service de l'action transformatrice qui s'impose pour parvenir à des océans sains, sûrs et résilients en vue du développement durable à l'horizon 2030 et au-delà.*

En conclusion, ils expriment

*sans réserve [leur] appui aux activités menées par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO dans le cadre de la mise en œuvre de la Décennie, et [s']engage[nt] à soutenir ces efforts.*

La Déclaration insiste sur d'autres domaines d'activité clés de la COI. Elle souligne l'importance de mettre en place des actions novatrices fondées sur la science dans les domaines de la gestion intégrée des océans, de la planification et de la prise de décisions, de l'adaptation au changement climatique, ainsi que de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience. Au paragraphe 14, elle appelle, entre autres,

*à renforcer les efforts d'observation et de collecte de données, y compris environnementales et socioéconomiques, menés de manière scientifique et systématique aux niveaux international, régional, sous-régional et national, en particulier dans les pays en développement, ainsi qu'à améliorer le partage et la diffusion en temps utile des données et des connaissances, notamment en les rendant largement accessibles par le biais de bases de données en libre accès (...).*

18. La COI conduira l'organisation, avec d'autres partenaires, de plusieurs manifestations de haut niveau liées à la Décennie ainsi qu'aux domaines de programme de la Commission.

19. Les principales manifestations prévues comprennent :

- la réunion de haut niveau de l'Alliance pour la Décennie de l'Océan, 27 juin 2022, 11 h 30 – 13 heures (zone bleue), sous l'égide des Présidents du Kenya et du Portugal et de la Directrice générale de l'UNESCO ;

- « Accélérer les efforts de réduction des risques de tsunami : partenariats et solutions pour des océans sûrs et résilients aux tsunamis », 27 juin, 17 h 30 – 18 h 45 (zone bleue) ;
- la manifestation parallèle du Mécanisme UNESCO/DOALOS de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, 28 juin, 17 h 30 – 18 h 45, durant laquelle l'édition pilote du Rapport de la COI sur l'état de l'océan sera présentée ;
- Forum de la Décennie de l'Océan, 30 juin, 14 h 30 – 17 heures, Musée Cienca Viva ;
- « Agir pour lutter contre l'acidification des océans et mettre en œuvre la cible 14.3 des ODD », 29 juin, 15 heures – 16 heures (zone bleue) ;
- « Projet Seabed 2030 : cartographier pour les peuples et la planète », 29 juin, 18 heures – 20 heures, hôtel Myriad.

20. Le programme complet de la participation de la COI sera publié sur les sites Web de l'UNESCO et de la Commission : <https://www.unesco.org/en/un-ocean-conference-2022>.

**Annexe : Projet final de déclaration de la Conférence des Nations Unies  
sur les océans 2022, Lisbonne, 27 juin – 1<sup>er</sup> juillet 2022**

---



26 May 2022

Excellency,

Reference is made to our letter dated 25 May 2022, placing the final draft political declaration for the 2022 United Nations Conference to support the implementation of Sustainable Development Goal 14 (UN Ocean Conference), under silence procedure until Thursday, 26 May at 5:00 p.m.

It is our great pleasure to inform you that the silence procedure has concluded without objection. We will therefore present this final consensual text to the President of the United Nations General Assembly, for its formal adoption by acclamation by our Heads of State and Government at the 2022 UN Ocean Conference, in Lisbon, Portugal.

Once again, we would like to express our gratitude for your support, active engagement and constructive spirit throughout this process.

We further thank the President of the General Assembly for bestowing upon us the honour to represent him in this process. We are grateful for this opportunity.

Please accept, Excellency, the assurances of our highest consideration.

Handwritten signature of Ms. Keisha A. McGuire in black ink.

Ms. Keisha A. McGuire  
Permanent Representative of Grenada  
to the United Nations

Handwritten signature of Mr. Martin Bille Hermann in black ink.

Mr. Martin Bille Hermann  
Permanent Representative of Denmark  
to the United Nations

All Permanent Representatives  
and Permanent Observers  
to the United Nations New York

**Our ocean, our future, our responsibility**

1. We, the Heads of State and Government and high-level representatives meeting in Lisbon from 27 June to 1 July 2022 at the United Nations Conference to Support the Implementation of Sustainable Development Goal 14 of the 2030 Agenda for Sustainable Development “Scaling up ocean action based on science and innovation of Goal 14: stocktaking, partnerships and solutions”, with the participation of civil society and other relevant stakeholders, reaffirm our strong commitment to conserve and sustainably use the ocean, seas and marine resources. Greater ambition is required at all levels to address the dire state of the ocean. As leaders and representatives of our Governments, we are determined to act decisively and urgently to improve the health, productivity, sustainable use and resilience of the ocean and its ecosystems.
2. We reaffirm the declaration entitled “Our ocean, our future: call for action”, adopted by the high-level United Nations Conference to Support the Implementation of Sustainable Development Goal 14: Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development, held from 5 to 9 June 2017.
3. We recognize that the ocean is fundamental to life on our planet and to our future. The ocean is an important source of the planet's biodiversity and plays a vital role in the climate system and water cycle. The ocean provides a range of ecosystem services, supplies us with oxygen to breathe, contributes to food security, nutrition and decent jobs and livelihoods, acts as a sink and reservoir of greenhouse gases and protects biodiversity, provides a means for maritime transportation, including for global trade, forms an important part of our natural and cultural heritage, and plays an essential role in sustainable development, a sustainable ocean-based economy and poverty eradication. We underline the interlinkages and potential synergies between Goal 14 and the other Sustainable Development Goals, and recognize that the implementation of Goal 14 can contribute significantly to the realization of the 2030 Agenda, which is integrated and indivisible in its nature.
4. We are therefore deeply alarmed by the global emergency facing the ocean. Sea levels are rising, coastal erosion is worsening, and the ocean is warmer and more acidic. Marine pollution is increasing at an alarming rate, a third of fish stocks are overexploited, marine biodiversity continues to decrease and approximately half of all living coral has been lost, while alien invasive species pose a significant threat to marine ecosystems and resources. While progress has been made towards the achievement of some targets of Goal 14, action is not advancing at the speed or scale required to meet our goals. We deeply regret our collective failure to achieve targets 14.2, 14.4, 14.5 and 14.6 that matured in 2020, and we renew our commitment to taking urgent action and to cooperate at global, regional and sub-regional levels to achieve all targets as soon as possible without undue delay.
5. We reaffirm that climate change is one of the greatest challenges of our time and we are deeply alarmed by the adverse effects of climate change on the ocean and marine life, including the rise in ocean temperatures, ocean acidification, deoxygenation, sea level rise, the decrease in polar ice coverage, shifts in the abundance and distribution of marine species, including fish, decrease in marine biodiversity, as well as coastal erosion and extreme weather events and related impacts on island and coastal communities, as highlighted by the Intergovernmental Panel on Climate Change in its special report entitled *The Ocean and Cryosphere in a Changing Climate* and its successive reports.



Final draft – May 25 2022

6. We emphasize the particular importance of implementing the Paris Agreement adopted under the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), including the goal to limit the temperature increase to well below 2°C above pre-industrial levels and to pursue efforts to limit the temperature increase to 1.5 °C, recognizing that this would significantly reduce the risks and impacts of climate change, and help ensure the health, productivity, sustainable use and resilience of the ocean and thus our future. We recall that Article 2.2 of the Paris Agreement states that it will be implemented to reflect equity and the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances. We also emphasize the need to adapt to the unavoidable effects of climate change. We reaffirm the importance of implementing the Glasgow Climate Pact on mitigation, adaptation and the provision and mobilization of finance, technology transfer and capacity-building to developing countries, including small island developing States. We welcome the decision by the Parties to recognize the importance of protecting, conserving and restoring ecosystems, including marine ecosystems, to deliver crucial services, including acting as sinks and reservoirs of greenhouse gases, reducing vulnerability to climate change impacts and supporting sustainable livelihoods, including for indigenous peoples and local communities. We further welcome the invitation to relevant work programmes and constituted bodies under the UNFCCC to consider how to integrate and strengthen ocean-based action in relevant mandates and workplans and the invitation to the Chair of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice to hold an annual dialogue to strengthen ocean-based action.
7. We are deeply concerned by the findings about cumulative human impacts on the ocean, including ecosystem degradation and species extinctions, as highlighted by the Second World Ocean Assessment and the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services *Global Assessment Report*, as well as on food safety and human health as recognized in the One Health approach. We recognize the need for transformative change and are committed to halting and reversing the decline in the health of the ocean's ecosystems and biodiversity and to protecting and restoring its resilience and ecological integrity. We call for an ambitious, balanced, practical, effective, robust and transformative post-2020 global biodiversity framework for adoption at the second part of the fifteenth Conference of the Parties the Convention on Biological Diversity. We take note of the voluntary commitments by more than 100 Member States to conserve or protect at least 30 percent of the global ocean within Marine Protected Areas and other effective area-based conservation measures by 2030. We emphasize that strong governance and adequate financing for developing countries, in particular small island developing States, is essential to effectively implement and maintain such Areas and measures. We also recognize the importance of the United Nations Decade of Ecosystem Restoration and its call to support and scale up efforts to prevent, halt and reverse the degradation of ecosystems worldwide.
8. We welcome the decision by UNEA 5.2 to convene an intergovernmental negotiating committee to develop an international legally binding instrument on plastic pollution, including in the marine environment, which could include both binding and voluntary approaches, based on a comprehensive approach that addresses the full lifecycle of plastic, taking into account, among other things, the principles of the Rio Declaration on Environment and Development, as well as national circumstances and capabilities.

9. We recognize the devastating impacts of the COVID-19 pandemic on the ocean-based economy and in particular the ocean-based economy of small island developing States, which have been disproportionately adversely affected by the pandemic, given their dependence on the ocean-based economy, as well as on seafarers and the fishing community. We also recognize the threat to ocean health caused by the COVID-19 pandemic due to improper waste management, including of plastic waste, such as personal protective equipment (PPE), which has exacerbated the problem of marine plastic litter and microplastics in the ocean. We affirm that the conservation and sustainable use of the ocean and the advancement of nature-based solutions, ecosystem-based approaches play a critical role in ensuring a sustainable, inclusive and environmentally-resilient recovery from the COVID-19 pandemic.
10. We emphasize that our actions to implement Goal 14 should be in accordance with, reinforce and not duplicate or undermine existing legal instruments, arrangements, processes, mechanisms or entities. We affirm the need to enhance the conservation and sustainable use of oceans and their resources by implementing international law as reflected in the UN Convention on the Law of the Sea, which provides the legal framework for the conservation and sustainable use of oceans and their resources, as recalled in paragraph 158 of The Future We Want. We note that this year marks the 40<sup>th</sup> Anniversary of the adoption of the United Nations Convention on the Law of the Sea.
11. We recognize the importance of the work being undertaken by the intergovernmental conference on an international legally binding instrument under the United Nations Convention on the Law of the Sea on the conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction and call on participating delegations to reach an ambitious agreement without delay.
12. We also recognize the importance of the United Nations Decade of Ocean Science for Sustainable Development (2021-2030) and its vision to achieve the science we need for the ocean we want. We support the Decade's mission to generate and use knowledge for the transformational action needed to achieve a healthy, safe and resilient ocean for sustainable development by 2030 and beyond. We fully support the work of the Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO in implementing the Decade and commit to supporting these efforts.
13. We stress that science-based and innovative actions and international cooperation and partnerships based in science, technology and innovation, in line with the precautionary approach and ecosystem-based approaches, can contribute to the solutions necessary to overcome challenges in achieving Goal 14 in the following ways:
  - a. Informing integrated ocean management, planning and decision-making, through improving our understanding of the impact of cumulative human activities on the ocean and anticipating the impacts of planned activities and eliminating or minimizing their negative effects, as well as the effectiveness of adopted measures,
  - b. Restoring and maintaining fish stocks at levels that produce at least maximum sustainable yield in the shortest time feasible including by implementing science-based management plans, and minimizing waste, unwanted by-catch and discards, as well as combating illegal, unreported and unregulated fishing including through technological tools for monitoring,

Final draft – May 25 2022

control and surveillance, and ending harmful subsidies in line with target 14.6, as well as through the use of an ecosystem approach to fisheries that protects essential habitats and promotes collaborative processes for decision-making that include all stakeholders, including small-scale and artisanal fisheries, recognizing their role in poverty eradication and ending food insecurity, and the importance of the International Year of Artisanal Fisheries and Aquaculture,

- c. Mobilizing actions for sustainable fisheries and sustainable aquaculture for sufficient, safe and nutritious food, recognizing the central role of healthy oceans in resilient food systems and for achieving the 2030 Agenda,
- d. Preventing, reducing and controlling marine pollution of all kinds, from both land- and sea-based sources, including nutrient pollution, untreated wastewater, solid waste discharges, hazardous substances, emissions from the maritime sector, including shipping, pollution from ship wrecks and anthropogenic underwater noise, through improving our understanding of their sources, pathways and impacts on marine ecosystems, and through contributing to comprehensive life-cycle and source-to-sea approaches that include improved waste management,
- e. Preventing, reducing, and eliminating marine plastic litter, including single-use plastics and microplastics, including through contributing to comprehensive life-cycle approaches, encouraging resource efficiency and recycling as well as environmentally sound waste management, ensuring sustainable consumption and production patterns, developing viable alternatives for consumer and industrial uses, taking into account the full environmental impacts, innovation in product design and environmentally sound remediation of marine plastic litter that is already in marine environments, and recognizing the establishment by UNEA 5.2 of an intergovernmental negotiating committee towards an international legally binding instrument on plastic pollution,
- f. Effectively planning and implementing area-based management tools, including effectively and equitably managed, ecologically representative and well-connected Marine Protected Areas, and other effective area-based conservation measures, integrated coastal zone management and marine spatial planning, through, *inter alia*, assessing their multiple ecological, socio-economic and cultural value and applying the precautionary and ecosystem-based approach, in accordance with national legislation and international law,
- g. Developing and implementing measures to mitigate and adapt to climate change, and avert, minimize and address loss and damage, reducing disaster risk and enhancing resilience, including through increasing the use of renewable energy technologies, especially ocean-based technologies, reducing the risk of and preparing for ocean-related extreme weather events, including the development of multi-hazard early warning systems and integrating ecosystems-based approaches for disaster risk reduction at all levels and across all phases of disaster risk reduction and management, and the impacts of sea level rise, reducing emissions from maritime transportation, including shipping, and implementing nature-based solutions,

ecosystem-based approaches for, *inter alia*, carbon sequestration and the prevention of coastal erosion.

14. We commit to taking the following science-based and innovative actions on an urgent basis, recognizing that developing countries, in particular small island developing States and least developed countries, face capacity challenges that need to be addressed:

- a. Strengthen international, regional, sub-regional and national scientific and systematic observation and data collection efforts, including of environmental and socio-economic data, especially in developing countries, and improve the timely sharing and dissemination of data and knowledge, including by making data widely accessible through open access databases, investing in national statistical systems, standardizing data, ensuring interoperability between databases, and synthesizing data into information for policy- and decision-makers, and support capacity building in developing countries to improve data collection and analysis,
- b. Recognize the important role of indigenous, traditional and local knowledge, innovation and practices held by indigenous peoples and local communities, as well as the role of social science in planning, decision-making and implementation,
- c. Enhance cooperation at the global, regional, sub-regional, national and local levels in order to strengthen mechanisms for collaboration, knowledge-sharing and exchange of best practices within marine scientific research, including through south-south & triangular cooperation and to support developing countries in addressing their constraints in access to technology, including through strengthening science, technology and innovation infrastructure, domestic innovation capabilities, absorptive capacities and the capacity of national statistical systems, in particular in the most vulnerable countries, which face the greatest challenges in collecting, analyzing and using reliable data and statistics,
- d. Establish effective partnerships, including multi-stakeholder, public-private, cross-sectoral, interdisciplinary and scientific partnerships, including by incentivizing the sharing of good practices, giving visibility to well-performing partnerships and creating space for meaningful interaction and networking and capacity building,
- e. Explore, develop and promote innovative financing solutions to drive the transformation to sustainable ocean-based economies, and the scaling up of nature-based solutions, ecosystem-based approaches to support the resilience, restoration and conservation of coastal ecosystems, including through public-private sector partnerships and capital market instruments, provide technical assistance to enhance the bankability and feasibility of projects, as well as mainstream the values of marine natural capital into decision-making and address barriers to accessing financing, recognizing that further support is needed from developed countries, especially regarding capacity building, financing and technology transfer,

Final draft – May 25 2022

- f. Empower women and girls, as their full, equal and meaningful participation is key in progressing towards a sustainable ocean-based economy and to achieving Goal 14, and to mainstream a gender perspective in our work to conserve and sustainably use the ocean and its resources,
- g. Ensure that people, especially children and youth, are empowered with relevant knowledge and skills that enable them to understand the importance of and the need to contribute to the health of the ocean, including in decision-making, through promoting and supporting quality education and life-long learning for ocean literacy,
- h. Strengthen the science-policy interface for implementing Goal 14 and its targets, to ensure that policy is informed by the best-available science and relevant indigenous, traditional and local knowledge, and to highlight policies and actions that may be scalable, through processes such as the Regular Process for Global Reporting and Assessment of the State of the Marine Environment, including Socioeconomic Aspects,
- i. Reduce greenhouse gas emissions from international maritime transportation, especially shipping, as soon as possible, acknowledging the leadership role of the International Maritime Organization (IMO), taking into account its Initial Strategy for the Reduction of Greenhouse Gas Emissions from Ships, looking forward to its upcoming review and noting the need to strengthen its ambitions in order to meet the temperature goal of the Paris Agreement, while setting clear interim goals, ensuring that investments in research and development and in new infrastructure such as ports and ships increase resilience in the face of climate impacts and leave no one behind, and noting the impacts on Member States of a measure should be assessed and taken into account as appropriate before adoption of the measure, and particular attention should be paid to the needs of developing countries, especially small island developing States and least developed countries.

15. We commit to implementing our respective voluntary commitments made in the context of the Conference and urge those who have made voluntary commitments at the 2017 Conference to ensure appropriate review and follow-up of their progress.

16. We strongly call upon the Secretary-General to continue his efforts to support the implementation of Goal 14 in the context of the implementation of the 2030 Agenda, in particular by enhancing inter-agency coordination and coherence throughout the United Nations system on ocean issues, through the work of UN-Oceans.

17. We know that restoring harmony with nature through a healthy, productive, sustainable and resilient ocean is critical for our planet, our lives and our future. We call upon all stakeholders to urgently take ambitious and concerted action to accelerate implementation to achieve Goal 14 as soon as possible without undue delay.